

Campagne métropolitaine, la parole aux agriculteurs

Jennifer Buyck

▶ **To cite this version:**

Jennifer Buyck. Campagne métropolitaine, la parole aux agriculteurs. Cahiers thématiques, 2014, agriculture métropolitaine / métropole agricole, 11, pp.217 - 229. hal-00975430

HAL Id: hal-00975430
https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-00975430

Submitted on 16 Mar 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Campagne métropolitaine, la parole aux agriculteurs

Jennifer Buyck

Boursouflée, distendue, diffuse, la ville européenne fait couler beaucoup d'encre. Elle a changé d'échelle et de forme. En ce sens, elle fait l'objet de nombreux travaux analytiques et prospectifs au sein desquels les métropoles, véritables figures de proue de ces transformations, nourrissent le débat quant à l'avenir des territoires habités. Mais, parallèlement à ces mutations urbaines, le monde agricole – et tout particulièrement aux abords des villes et des métropoles – change lui aussi profondément. Que se passe-t-il aux portes de nos villes ? Existe-t-il une campagne générique à l'image d'une ville qui semble l'être devenue ? Au lieu de nous focaliser sans fin sur la ville en elle-même, intéressons-nous à son « en dehors », à l'agriculture, changeons alors de point de vue et voyons ce que l'envers du décor urbain peut nous apprendre. Pour ce faire, la parole est aux agriculteurs.

Mosaïque agricole et campagne générique

Pour aborder cette question agricole, quelques éléments introductifs tout d'abord. Par exemple, la forte présence d'espaces agricoles en Europe doit être rappelée, dans la mesure où ils occupent 40 % du territoire[1]. Cette distinction est une spécificité notoire de l'agriculture européenne. L'utilisation agricole et pastorale des montagnes constitue aussi une des spécificités de l'Europe en ce domaine[2]. La mise en valeur, tant ancienne que progressive, des territoires agricoles a de plus façonné des paysages hétérogènes portés par des structures agricoles diverses. Un système agricole semble toutefois représentatif de l'agriculture européenne. Il s'agit du système appelé polyculture-élevage associant élevage et cultures dans une même exploitation : « Ce système de polyculture-élevage constitué d'exploitations familiales est caractéristique de l'Europe. Il en délimite l'aire d'expansion.[3] »
Cependant, la dernière révolution agricole, venue du Danemark et des Pays-Bas, a profondément transformé les exploitations européennes. Polyculture et élevage tendent peu à peu à s'effacer devant l'intensification du travail, la spécialisation des tâches et la mécanisation des techniques. La mosaïque agricole européenne s'estompe progressivement pour laisser place à des campagnes génériques qui questionnent l'avenir agricole et paysager de l'Europe.

Enfin, dans la mesure où elles ont depuis longtemps abrité d'autres activités en plus de l'agriculture, un autre trait caractéristique des campagnes européennes réside dans leur multifonctionnalité[4]. La banalisation des campagnes remet-elle en question cette multifonctionnalité ? Ou au contraire, l'hypermodernité contemporaine est-elle l'expression d'une accentuation de la multifonctionnalité des campagnes, et ce tout spécialement de celles qui bordent villes et métropoles ?
Difficile de répondre à ces interrogations alors que toutes les situations agricoles ne connaissent pas le même destin. L'agriculture de moyenne montagne continue par

exemple de se vider de sa population et de ses activités non agricoles[5]. Mais ce propos peut être nuancé. En effet, une nouvelle diversité de fonctions s'inscrit ainsi autour, dans et avec les activités agricoles contemporaines. L'agriculture en frange urbaine est en ce sens tout à fait représentative de ce renouveau. Dans ce cadre, une diversité des paysages agraires semble se maintenir et définir ainsi une nouvelle multifonctionnalité agricole :
« Il est donc devenu commun et opératoire d'opposer les campagnes qui s'engourdissent et celles qui se repeuplent. Cette typologie simple mais efficace, entre campagnes qui se meurent, campagnes vivantes et espaces périurbanisés, tend à effacer les anciennes disparités fondées sur les paysages agraires dans l'explicitation des dynamiques rurales. Qui plus est, les campagnes européennes deviennent attractives et accueillent un grand nombre de nouveaux habitants, et les espaces en croissance, contrairement à l'idée reçue, tendent à s'étaler, résultat d'un exode urbain de plus en plus important.[6] »

Esquissons alors les grands traits de l'agriculture entourant l'une des métropoles européennes : Paris. Ainsi, il nous sera possible de comprendre et d'appréhender quelque peu les dynamiques à l'œuvre au sein de territoires agricoles et pourtant métropolitains. Cette investigation que nous avons menée quant à l'agriculture francilienne se décline en plusieurs étapes. Nous avons tout d'abord établi une sorte d'état des lieux de la question afin de circonscrire le domaine de recherche. Dans ce cadre, nous avons notamment longuement voyagé à travers les terres agricoles d'Île-de-France[7]. Nous nous sommes par la suite focalisés plus en détail sur les pratiques d'agriculture urbaine en nous laissant guider par André Fleury à la découverte des innovations franciliennes dans ce domaine[8]. Par la suite, nous avons souhaité compléter cette approche en allant à la rencontre d'agriculteurs franciliens[9] (voir image 1) afin d'établir une première évaluation des contraintes et atouts de l'agriculture contemporaine aux portes d'une ville globale. Quelques éléments de débat, choisis parmi les propos – très riches – recueillis auprès

1- Source : sondage Agreste.

2- En effet, à la différence des pays européens, les autres pays tempérés, l'Amérique du Nord ou le Japon par exemple, ne cultivent pas leurs montagnes. Ces dernières sont essentiellement préservées.

3- Renard (Jean), *Les mutations des campagnes, Paysages et structures agraires dans le monde*, Paris, Armand Colin, coll. « U - Géographie », 2005, p. 128.

4- Font (Eduardo), *Les activités non agricoles dans la recomposition de l'espace rural*, Paris, L'Harmattan, 2000, 337 p.

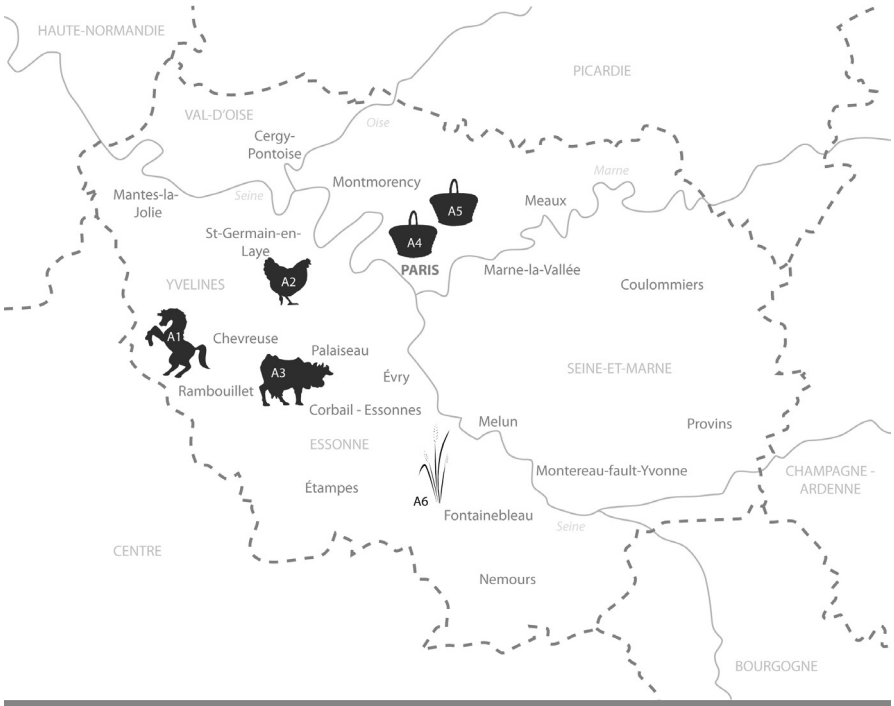
5- Ceci se retrouve dans toute l'Europe : l'Écosse, l'Aragon espagnol, les Ardennes, le Massif central... Depardon (Raymond), *Profils paysans : la trilogie*, Chapitre 1 : L'approche, Chapitre 2 : Le quotidien, Chapitre 3 : La vie moderne, Issy-les-Moulineaux, ARTE France développement, 2009, 3 DVD, 7 h 20 min.

6- Renard (Jean), *Les mutations des campagnes, Paysages et structures agraires dans le monde*, *op. cit*., p. 132.

7- Un parcours à travers les vallées et plateaux agricoles franciliens a été effectué en septembre 2008. Il a donné lieu à un important relevé photographique à travers le Gâtinais, la Brie, le Valois, le Vexin, le Mantois et la Beauce.

8- André Fleury, chercheur en agronomie à la retraite et spécialiste de l'agriculture d'Île-de-France, nous a en effet consacré une journée en 2009 pour nous faire découvrir les grandes questions agricoles franciliennes. Nous avons donc pu en sa compagnie visiter de nombreuses exploitations agricoles et bénéficier d'explications à nos diverses interrogations. Nous souhaitons ici le remercier très sincèrement.

9- Six agriculteurs ont été interviewés entre mars et juin 2010. Ils ont été choisis en raison de leur situation métropolitaine et de la nature de leurs activités, représentative des mutations en cours. Ces entretiens ont parfois été réalisés avec l'aide de Xavier Dousson, architecte et chercheur, et de Pier-Maël Anezo, architecte.



A1. Céréalier de 57 ans ayant ouvert une pension pour chevaux
Exploitation : 100 ha, un salarié
Système de production : 10 hectares de jachère permanente, 23 hectares de prairies permanentes et 67 hectares de blé, orge, avoine et colza + 70 hectares de bois, dont la gestion est confiée à une entreprise spécialisée + 25 chevaux en pension
Conversion : abandon en 2002 de l'élevage de volailles commencé en 1991, abandon progressif des cultures céréalières

A2. Eleveur bio de 47 ans dans la plaine de Versailles.
Exploitation : 175 ha, équipe de 7 personnes
Système de production : 3000 poules pondeuses BIO et polyculture
Conversion : à l'agriculture biologique en 1999

A3. Ouvrier agricole d'une grande zone de cueillette de fruits, de légumes et de fleurs
Exploitation : 50 ha, équipe de 20 salariés environ
Système de production et activités : cultures maraîchères ouvertes à la cueillette, 600 vaches dont 300 vaches laitières, vente de produits à la ferme, visites organisées

A4. Jeune agriculteur-entrepreneur de 24 ans bénéficiant d'une aide à l'installation en AMAP
Exploitation : 5 ha pour 3 agriculteurs
Système de production : maraîchage fournissant 150 paniers par semaine pour trois AMAP parisiennes
Conversion : à l'agriculture biologique en 1990

A5. Jeune agriculteur de 35 ans engagé dans la démarche « Panier Fraicheur », un service proposé par la SNCF et la chambre d'agriculture d'Île-de-France
Exploitation : 20 ha animées par une équipe de 15 salariés
Système de production et activités : cultures maraîchères, vente, cours de cuisisne, organisation de visites...

A6. Jeune céréalier de 33 ans expérimentant des techniques culturales simplifiées
SAU de l'exploitation : 215 ha
Système de production : 90 ha de blé, 20 ha d'orge, 20 ha de colza, 20 ha de pois, 60 ha de betterave, 5 ha en surface en couvert environnemental

Image 1

des agriculteurs franciliens, sont rapportés ici. Puisse ce recueil nous permettre d'aller au-delà de certaines idées reçues.

Des céréaliers sur leurs grands chevaux

La dernière révolution industrielle a profondément modifié les paysages agraires français et européens. Les céréaliers[10] semblent dans ce cadre être les grands gagnants de cette évolution. Cependant, la question agricole contemporaine ne peut se réduire à la seule transformation des méthodes de production. En effet, les principales évolutions contemporaines résultent de deux processus distincts : « une transformation des formes de la production agricole, marquée par des bouleversements dans la répartition des productions, la spécialisation et l'agrandissement des ateliers » et surtout « une mutation des sociétés locales, autrefois dominées par le poids des populations agricoles, lesquelles sont désormais de plus en plus minoritaires, mais qui continuent à occuper et exploiter l'essentiel des surfaces »[11]. C'est pourquoi notre constatation visuelle du bouleversement des paysages agraires ne suffisait pas, il nous fallait donner la parole à ceux qui font pour voir ce qui ne se voit pas à l'œil.
Notre premier état des lieux de l'agriculture de la métropole parisienne est tout à fait dans le prolongement de ce diagnostic : au cours de notre périple francilien, nous avons vu défiler sous nos yeux les grandes plaines céréalières franciliennes. Cependant, la culture des céréales n'est pas nouvelle en Île-de-France dont les terres s'y prêtent bien. Mais les structures agraires de jadis, devenues caduques, ont très nettement évolué. Les quelques puisards et les rares alignements de poiriers que nous avons rencontrés sont aujourd'hui autant de traces de ce passé céréalier révolu :

> « Et puis ici, l'exploitation était très morcelée. Bon, maintenant elle l'est beaucoup moins parce qu'on a eu un remembrement agricole en 1992 ou 1993. Quand j'ai remembré, je louais à 18 propriétaires

10- Marquet (Jeanine), *Les céréaliers français et l'Europe : l'histoire d'une ambition*, Paris, Economica, coll. « Économie agricole et agroalimentaire », 1991, 168 p.

11- Renard (Jean), « La diversité géographique », *Les mutations des campagnes, Paysages et structures agraires dans le monde*, *op. cit.*, p. 137.

12- Extrait de l'entretien « Les céréaliers sur leurs grands chevaux » réalisé en juin 2010 au sein d'une exploitation agricole nichée en bordure de la forêt de Rambouillet. La moitié de la surface de l'exploitation se trouve en zone Natura 2000. Pour compléter sa production céréalière, cet agriculteur de 57 ans a ouvert une pension pour chevaux, mettant ainsi à profit l'environnement forestier immédiat.

13- Bussereau-Plunian (Françoise), *Le temps des maraîchers franciliens : de François Ier à nos jours : de Ménilmontant, Belleville, La Courtille... : de la cloche à la serre, le maraîchage d'antan*, Paris, L'Harmattan, coll. « Histoire de Paris », 2009, 395 p.

14- Baldié (Ana), *Le tourisme équestre en France : un fort potentiel de développement*, Lempdes, ENITA, Centre national de ressources du tourisme en espace rural, coll. « Jeunes auteurs », 2004, 171 p.

15- Extrait de l'entretien « Les céréaliers sur leurs grands chevaux » réalisé en juin 2010.

16- Par exemple, une exploitation installée à 30 km de Paris a mis en place une plate-forme de déchets verts à Saint-Nom-la-Bretèche dans les Yvelines. Tout en rendant un service à la collectivité, la création de cette déchetterie a permis d'obtenir des revenus complémentaires nécessaires au maintien de l'exploitation céréalière.

différents. J'étais en partie propriétaire mais j'avais aussi des terrains en location, et mes locations – si je me souviens bien – représentaient quelque chose comme 375 parcelles différentes. […] Même si tout était regroupé, c'étaient des parcelles de 20 m², de 100 m², de 300 m²… C'était de la folie.[12] »

De plus, la part des exploitations autres que céréalières a très nettement diminué. Durant notre périple, rares sont les élevages que nous avons pu croiser. Il en est de même pour les vignes et vergers[13]. Nous avons ainsi pu constater *de visu* la fin d'un système agricole de polyculture-élevage. Cependant, nous avons relevé de nombreuses expressions des changements à l'œuvre dans notre société contemporaine. En effet, de nombreuses infrastructures de transport, de loisir et de commerce telles que des golfs, des fast-foods, des zones aéroportuaires, commerciales ou de cueillette, ponctuent les terres agricoles franciliennes. Dans un tel contexte, nous avons souhaité questionner la place réelle de la culture de céréales. La rencontre avec un céréalier près de la forêt de Rambouillet (voir image 2) nous a quelque peu éclairés. Les propos de cet agriculteur mettent notamment en exergue les difficultés de l'agriculture, même céréalière, à se maintenir en bordure de ville. La proximité de la métropole est pour cet agriculteur à la fois un atout et un inconvénient. En effet, afin de compléter sa production céréalière qui, en raison de la qualité des terres et de la proximité urbaine, ne lui permet pas à elle seule de faire vivre l'exploitation, il a ouvert une pension pour chevaux[14], mettant ainsi à profit l'environnement urbain et forestier :

« – Comment s'équilibre votre activité céréalière par rapport à celle d'accueil des chevaux ?
– L'accueil des chevaux va bientôt dépasser 50 % de mon activité économique, c'est-à-dire de mon chiffre d'affaires. Ça devient mon activité principale. Le but à long terme, c'est d'avoir toutes les exploitations en prairie. Je fais ça progressivement, je fais ça tous les ans. Je ne peux pas me permettre de vivre dangereusement. Je transforme petit à petit, je revends du matériel et je fais faire les travaux agricoles par un collègue.
– Est-ce que ça vous manque ces travaux-là ?
– Pas du tout, j'en ai par-dessus la tête de l'agriculture.
– Pour quelles raisons ?
– Pour des raisons économiques […]. J'ai été dans le rouge financièrement pendant des années. J'en ai marre. Ça suffit. On ne peut pas vivre en étant dans le rouge en permanence. […] Je suis divorcé. J'ai une fille et un fils. Je leur ai interdit, sauf si vraiment ils font preuve d'un amour profond pour l'agriculture, de suivre cette voie-là.[15] »

L'avenir de la grande culture céréalière en frange métropolitaine ne semble donc pas acquis. De nombreux autres céréaliers font face à ces mêmes problèmes et doivent s'adapter[16]. Ainsi, au-delà de l'image commune selon laquelle les exploitations céréa-

lières n'ont de cesse de s'étendre et d'être les grandes gagnantes des tendances actuelles, la détresse des céréaliers ne peut être négligée. Cependant, la précarité de ces exploitations, de ces situations humaines et urbaines, contraint au changement et entraîne ainsi un certain renouveau de la mixité des activités agricoles en frange urbaine échappant à toute politique :

> « – Est-ce que l'avenir de la PAC vous questionne ?
> – Oui, ça me questionne.
> – Ça vous questionne ou ça vous tracasse ?
> – Ça ne me tracasse plus parce que je vais arrêter de cultiver des céréales et ainsi je ne toucherai plus de primes.[17] »

L'hypermodernité biologique

Abordons maintenant la question de l'émergence et de la généralisation des nouvelles activités agricoles. De nombreuses exploitations agricoles, croisées à travers notre étude, développent des méthodes et des pratiques innovantes interrogeant la notion même d'agriculture. Différents types d'exploitations agricoles méritent d'être dis-



Image 2

17- Extrait de l'entretien « Les céréaliers sur leurs grands chevaux » réalisé en juin 2010.

18- Renard (Jean), « La diversité géographique », *Les mutations des campagnes, Paysages et structures agraires dans le monde*, *op. cit.*, p. 147.

19- Le Grenelle de l'environnement prévoit notamment d'atteindre 10 % de produits à haute valeur environnementale hors bio d'ici 2013, 6 % de la surface agricole utile en bio d'ici 2010 et 20 % en 2020, et 20 % de produits bio dans la restauration collective d'ici 2012.

20- Citons pour exemples : l'agriculture intégrée qui a pour objectif de produire de façon économiquement viable des produits de bonne qualité, respectueux de l'environnement et de la santé ; l'agriculture biodynamique dont les bases ont été formulées par Rudolf Steiner en 1924 et dont les objectifs sont de prendre soin de la terre, de régénérer, de façonner et d'entretenir des paysages, d'assurer aux hommes une alimentation saine ainsi que de définir un nouveau rôle social pour les fermes ; l'agriculture bio-intensive dont le but est de produire une alimentation complète sur une même surface agricole tout en enrichissant en humus le sol cultivé ; et enfin l'agriculture paysanne qui répond à des objectifs de durabilité, de respect de l'environnement et de conservation du tissu social.

21- Cet agriculteur de 47 ans, à la fois céréalier et éleveur, est installé dans la plaine de Versailles et est très engagé dans le domaine de l'agriculture biologique. Nous l'avons interviewé en mars 2010.

tingués dans ce cadre. En effet, alors que certaines misent sur une agriculture raisonnable, d'autres ont choisi de donner à voir l'agriculture en la mettant en scène ou de faire de l'agriculture le support d'actes solidaires.

Les pratiques dites raisonnables retiendront d'abord notre attention. Ces dernières tendent à se multiplier dans le contexte contemporain de critique du modèle de production agricole productiviste : « La poursuite du modèle agricole, détourné de ses orientations d'origine qui étaient de produire plus tout en préservant les milieux, compromet en effet la qualité des eaux et le maintien des sols. À terme il est donc condamné. D'où la nécessité ressentie par les pouvoirs politiques d'une réorientation.[18] »

Cette réorientation est pour l'instant esquissée au niveau français par le Grenelle de l'environnement qui fixe des objectifs de qualité de production[19], et cette critique des modes de production conventionnels pèse lourdement sur les exploitations situées en bordure de villes et de métropoles. Ainsi, de plus en plus d'exploitations en frange urbaine se convertissent à l'agriculture biologique, qui n'est cependant pas la seule forme d'agriculture dite raisonnable[20]. Enfin, au-delà des questions récurrentes relatives à la généralisation de telles pratiques, peut-on dire que les pratiques d'agriculture raisonnable garantissent, voire même entretiennent la multifonctionnalité des activités agricoles ? Afin d'apporter quelques éléments de réponse à cette interrogation et de dépasser peut-être certains *a priori*, voici quelques mots captés lors de la visite d'une exploitation de polyculture-élevage respectant les principes de l'agriculture biologique :

> « – Vous avez une exploitation complètement en agriculture biologique ?
> – Oui, mon épouse et moi, on a pris cette exploitation depuis 1999. Elle fait 170 ha de grandes cultures et on a 3 000 poules pondeuses. […] On est six salariés à temps plein au total. […]
> – Et économiquement, ça marche bien pour vous ?
> – Oui, on est en plein développement. Malheureusement le conventionnel ne marche pas bien en ce moment et il y a quelques conversions opportunistes. Mais le bio marche très bien. Ça crée des emplois. On a créé trois groupements de maraîchage par exemple et il n'y a pas de soucis de commercialisation.
> – Et par rapport à la PAC, vous avez des attentes, des craintes ?
> – Pas vraiment. On n'attend plus grand-chose de Bruxelles. Maintenant c'est plutôt le niveau régional qui a pris de l'importance au niveau des politiques agricoles. On était la première région à avoir une aide au maintien de l'agriculture biologique, sauf que ça va passer maintenant au niveau du premier échelon de la PAC pour qu'il y ait une aide au maintien au niveau national. On est content mais bon, on l'avait déjà obtenue.[21] »

La culture biologique n'est absolument pas ici un retour en arrière, mais réellement une prouesse technique, une hypermodernité biologique mettant en scène une exploitation prospère. Cependant, dans ce cas précis, la proximité urbaine n'est pas un atout particu-

lier, et il va sans dire que les volailles de cette exploitation pourraient très bien être élevées ailleurs. Certains pays européens, comme l'Italie par exemple, se sont d'ailleurs déjà très nettement engagés dans cette nouvelle modernité raisonnable où l'intensification et la spécialisation des productions sont très marquées. La France cependant reste pour l'instant quelque peu en retrait, peut-être faute d'engagement au niveau local.

L'agriculture comme lieu de culture

Une autre évolution contemporaine réside dans la mise en scène des pratiques agricoles. Cette nouvelle orientation des activités agricoles donnant à voir l'agriculture et parfois même à pratiquer répond à la demande toujours plus grande des urbains de bénéficier d'un cadre de vie de qualité et d'une offre de loisir toujours plus variée. Dans ce cadre, fermes ouvertes, zones de cueillette, fermes pédagogiques, chambres d'hôte à la ferme, camping à la ferme, etc., ponctuent de plus en plus les paysages agricoles et tout particulièrement ceux des franges urbaines et métropolitaines. Les alentours de Montpellier font par exemple l'objet d'une agriculture de loisir de la part des citadins possédant de petites terres agricoles – souvent de vignes ou d'oliviers – qu'ils cultivent pour le plaisir le soir et le week-end, un peu à l'image de leur propre jardin : « Ça leur fait prendre un bol d'air ici le week-end pour sortir un peu de la routine du travail » comme le souligne l'agriculteur interviewé à la ferme de Viltain[22]. Au sein de cette exploitation, les pratiques agricoles sont mises en scène afin que les urbains puissent voir, participer et expérimenter au gré de leurs envies. La traite des vaches est par exemple visible depuis une mezzanine vitrée. Une grande halle de marché propose à la vente des produits de la ferme ainsi que d'autres produits de terroir sélectionnés par les exploitants. Enfin, une zone de 50 ha est consacrée à la cueillette (voir image 3).

Cette forme d'agriculture est distincte des pratiques productives et raisonnables précédemment présentées. En effet, si le point d'observation de la traite des vaches donne



Image 3

22- La ferme de Viltain est située à 17 km de Paris, à Jouy-en-Josas. Trois activités sont rassemblées sur un même lieu : une grande zone de cueillette de fruits, de légumes et de fleurs, un élevage bovin et un marché de la ferme où de nombreux produits artisanaux, franciliens ou non, sont vendus. Nous nous y sommes rendus à plusieurs reprises en 2009 et 2010.

23- Par exemple, les *Jardins de Cocagne* sont des jardins maraîchers biologiques à vocation d'insertion sociale et professionnelle. À travers la production et la distribution de légumes biologiques, sous forme de paniers hebdomadaires, à des adhérents-consommateurs, ces jardins permettent à des personnes en difficulté de retrouver un emploi et de construire un projet professionnel. http://www.reseaucocagne.asso.fr/.

24- David-Leroy (Maud), Girou (Stéphane), *AMAP, Association pour le maintien d'une agriculture paysanne : replaçons l'alimentation au cœur des sociétés*, Escalquens, Dangles Éd., 2008, 152 p.

à voir une approche de production réellement productive, industrialisée et participant au marché agroalimentaire national, la zone de cueillette ne fonctionne pas du tout sur la même idée. Ici, c'est le plaisir de la cueillette qui compte avant tout et le rendement de la production compte très peu. D'ailleurs, le nombre de produits non consommés, perdus ou gâchés est très important. Enfin, il n'est pas non plus possible de qualifier cette activité de pratique agricole raisonnable. L'exemple des transports est tout à fait significatif en ce sens. En effet, chaque famille vient par ses propres moyens sur le lieu de cueillette et parfois de très loin. Il n'existe pas de transports en commun et le vélo n'est que très peu pratiqué en raison du relief et des longues distances. Le coût énergétique de cette production est dans ces conditions extrêmement élevé. Ainsi parlons-nous de pratique culturelle de l'agriculture, pratique qui par ailleurs, jouant ouvertement la carte de la multifonctionnalité et de la proximité à la ville, se situe à la limite même de l'agriculture elle-même.

De la solidarité métropolitaine envers le monde paysan

Une autre pratique agricole semble tout à fait représentative des évolutions contemporaines de l'agriculture dans le contexte métropolitain. Il s'agit des actions de solidarité agricole. Là encore, ces pratiques prennent des formes diverses. Les plus courantes sont les jardins potagers de réinsertion sociale[23] et les associations pour le maintien d'une agriculture paysanne appelées les AMAP[24]. Toutes deux ont pour objectif de créer du lien social par la production de denrées alimentaires, généralement vendues aux urbains sous forme de paniers. Cependant, toutes les ventes de paniers de fruits et légumes ne peuvent pas être considérées comme des actions de solidarité. La façon dont est calculé le prix du panier est un indicateur généralement significatif des différences entre les divers paniers. Pour les AMAP par exemple, le prix du panier hebdomadaire est fonction du coût de la production annuelle estimé par l'agriculteur. Ce coût, prévoyant par ailleurs un salaire décent pour l'agriculteur, est ensuite divisé par le nombre de semaines et par celui des adhérents. Contrairement aux ventes de paniers non solidaires, le prix d'un panier n'est pas ici directement fonction du nombre de fruits et légumes qu'il contient.

Afin d'en savoir plus sur ces pratiques agricoles solidaires et d'interroger la solidarité métropolitaine envers le monde paysan, nous sommes allés à la rencontre d'un jeune agriculteur participant au réseau des AMAP. Lors de cette discussion, nous nous sommes rendu compte que l'objectif annoncé des AMAP de participer au maintien d'une agriculture de proximité pouvait être quelque peu nuancé. En effet, au-delà du problème crucial qu'est le foncier en Île-de-France, les AMAP sont confrontées à un tout autre problème. Il s'agit de la difficulté à trouver des agriculteurs pouvant répondre à une telle demande :

« Je viens d'Île-de-France, j'ai toujours vécu en Île-de-France, en urbain. J'habite dans le XX[e] et l'idée d'être paysan ne m'est pas venue tout de suite. [Silence] Au départ, c'est plutôt lié à un besoin de liberté. L'idée en elle-même, c'était d'être une forme d'entrepreneur… La courte expérience de salariat que j'avais eue me déplaisait. L'idée, ici, c'est de construire quelque chose et d'être un peu son propre patron. Pour ça, je fais pousser des légumes. J'ai un potager… Voilà, l'idée est venue comme ça. J'ai appris le métier au fur et à mesure. J'ai fait un brevet professionnel de responsable d'exploitation agricole en agrobiologie. C'est une formation de neuf mois. C'est pas suffisant pour se lancer. C'est une initiation. Et la couveuse, elle m'est tombée dessus par hasard.[25] »

Cette difficulté est ici mise en abîme par le soin que l'association accorde à l'initiation de jeunes agriculteurs aux pratiques maraîchères pouvant donner lieu à une vente de paniers. Il convient alors de se demander s'il s'agit réellement de maintien d'une agriculture de proximité dans la mesure où celle-ci ne semble plus exister réellement. Au regard de cette analyse, nous pensons que ce genre d'association participe à la renaissance ou plutôt au renouveau des activités agricoles de proximité.

Vers une métropole de « locavores »

Continuons ce très (trop) bref tour d'horizon de la question agricole dans le contexte contemporain des métropoles en explorant davantage le thème de la vente directe ou du moins de la vente de produits locaux. Prenons l'exemple du « panier fraîcheur » créé par la SNCF et la Chambre d'agriculture de l'Île-de-France afin de développer une nouvelle forme de circuits courts. Comme nous l'a rappelé un des agriculteurs participant à ce réseau, l'idée est de proposer aux urbains une vente de paniers, garnis de produits locaux, une fois par semaine dans un nombre défini mais toujours croissant de gares du réseau Transilien d'Île-de-France :

25- Ce jeune agriculteur-entrepreneur de 24 ans, rencontré en juin 2010, bénéficie via l'association « Champ des possibles » d'une aide à l'installation agricole.

26- Ce jeune maraîcher de 35 ans est en effet engagé dans la démarche de « panier fraîcheur » mise en place par la SNCF et la Chambre d'agriculture d'Île-de-France. Nous l'avons rencontré en mai 2010 sur l'un de ces points de distribution à la station RER La Plaine Stade de France.

27- Fleury (André), Vidal (Roland), « L'autosuffisance agricole des villes, une vaine utopie ? », *La Vie des idées*, 3 juin 2010. http://www.laviedesidees.fr/L-autosuffisance-agricole-des.html.

28- Rae Chi (Kelly), MacGregor (James) and King (Richard), *Big ideas in development, Fair miles: recharting the food miles map*, London, IIED, Oxford, Oxfam House, 2008, 44 p.

29- Cotler (Amy), *The Locavore Way: Discover and Enjoy The Pleasures of Locally Grown Food*, London, Storey Publishing, 2009, 160 p.

30- McWilliams (James E.), *Just Food: Where Locavores Get It Wrong and How We Can Truly Eat Responsibly*, London, Back Bay Books, 2010, 288 p.

« – On est une quinzaine à travailler entre la logistique, les livraisons, le site Internet, la production…
– Vous étiez issu du milieu agricole au départ ?
– Oui, tout à fait. Mes parents sont céréaliers. Alors c'est pas la même branche. […] Ça fait trois ans qu'on a mis en place cette activité. On ne fait pas le marché, c'est notre principe. On est plutôt dans une démarche de proposer un concept "clé en main". Il y a les paniers, les recettes, des cours de cuisine sur Paris. On invite le client à venir sur l'exploitation. C'est plutôt un concept global et pas uniquement une vente de légumes. […] C'est un vrai concept, une vraie tendance.
– Et est-ce que vous êtes rentré dans vos frais ?
– Non. Quand on part de zéro et qu'on met en place 20 ha de maraîchage avec l'irrigation, les serres, le matériel… C'est un investissement énorme.
– Mais vous aviez déjà le terrain par votre famille, non ?
– Non, c'est du bail. Donc, même si ça appartient à la famille, c'est de la location. L'investissement de départ est très élevé. Surtout avec le circuit logistique. La rentabilité est longue à acquérir. On devrait être rentable dans un an.[26] »

Cette initiative, particulièrement rentable au demeurant, participe au mouvement urbain, à la fois contemporain et mondial, faisant le pari de consommer le plus localement possible. Si l'objectif d'une telle démarche est bien sûr d'assurer la fraîcheur des produits consommés et de créer des liens entre agriculteurs, urbains et terres agricoles, il est aussi de tendre vers une certaine forme d'autosuffisance alimentaire métropolitaine[27] en réduisant les *food miles*[28], c'est-à-dire les distances parcourues par les aliments, et ce afin de diminuer au maximum la pollution engendrée par de longs déplacements. Le mouvement des « locavores[29] » créé à San Francisco est représentatif de telles orientations : les « locavores » s'alimentent de produits dont l'origine géographique est située à moins de 100 miles, soit environ 160 km, de leur lieu de vie. Dans les milieux aux climats les plus doux des États-Unis, ce mouvement connaît un véritable succès populaire et s'étend peu à peu, sous différentes formes[30], à l'Europe et à la France. La démarche de « panier fraîcheur » est représentative de ce mouvement tendant à façonner des métropoles de « locavores ». De telles pratiques seront-elles dans le futur capables de façonner de nouveaux territoires agricoles métropolitains ?

Agriculture métropolitaine et services écologiques rendus

Une autre innovation importante de l'agriculture contemporaine réside enfin dans le développement de services écologiques agricoles. Cette démarche définit une tout autre attitude face à l'intégration des préoccupations environnementales au sein des pratiques agricoles. La rencontre avec un jeune agriculteur, un céréalier plus précisé-

ment, d'Île-de-France nous a permis de comprendre un peu mieux ce type d'initiative (voir image 4). Des panneaux solaires ont en effet été installés sur le toit d'un des hangars de l'exploitation dont la toiture présente une pente et une orientation propices à ce type d'installation. Ainsi, ce bâtiment, situé à proximité du réseau électrique auquel il a été raccordé, produit une électricité répondant aux besoins de sept foyers et contribuant ainsi à l'objectif de développement des énergies renouvelables tel que fixé par le Grenelle de l'environnement. Cette initiative relevant d'un investissement à long terme pourrait aussi bénéficier des futures aides de la PAC envers les services écologiques rendus par les agriculteurs. De plus, ce céréalier participe au développement des biocarburants en réservant une partie de sa récolte en betterave et blé à leur vente auprès d'industriels qui les transforment en bioéthanol. Enfin, cet agriculteur s'intéresse aussi beaucoup aux techniques culturales simplifiées[31] afin de mieux connaître les sols et d'optimiser leur productivité. Dans ce cadre, il expérimente notamment les couverts végétaux, transformant par là même une contrainte administrative en atout. Le labour est aussi laissé quelque peu de côté. En effet, cette technique tend à détruire les galeries des vers de terre et les trous creusés par les racines des plantes cultivées, qui tous deux contribuent à l'aération du sol et favorisent la circulation de l'eau. À l'heure actuelle, différentes expériences sont menées en ce sens sur l'exploitation. Cependant, ces actions exemplaires ne garantissent pas la pérennité de son exploitation :

> « – Nous, ce qui nous fait énormément peur c'est le budget de la PAC. En plus, l'année dernière il y a eu une réforme franco-française. C'est Barnier qui l'a mise en place. Dans les régions céréalières, dans notre région, on va perdre en 2012 environ 60 euros à l'hectare. Cet argent va principalement être redistribué aux éleveurs de montagne. Je précise de montagne, car même les éleveurs de Bretagne et de Picardie vont y perdre. Ces 60 euros en moins vont s'appliquer en décembre, mais malgré ça les trésoreries sont déjà très mauvaises. Il y a



Image 4

31- Les techniques culturales simplifiées sont des pratiques agricoles limitant le travail du sol. Les principales caractéristiques de ces techniques sont l'absence de labour, l'utilisation systématique des couverts végétaux et des rotations de cultures performantes.

32- Nous avons rencontré ce jeune céréalier de 33 ans en juin 2010.

déjà énormément d'exploitations en difficulté. Avec les 60 euros et la réforme de 2013, on en remet une couche. On a le moral dans les chaussettes.
– Même pour vous qui avez une belle exploitation ?
– Oui, c'est ça qui est hallucinant. C'est que malgré 200 ha où on fait super gaffe, malgré les deux cotisations – à la Chambre d'agriculture et au Centre d'études techniques agricoles – qui nous permettent entre autres de mettre moins de désherbant et de fongicide, malgré la mutualisation du matériel, si je n'avais pas mes parents, je ne finirais pas l'année. […] On a le droit a 50 000 euros de découvert autorisé et là on en est à 47 000 malgré un emprunt de court terme fait en janvier…[32] »

Pourtant, riche de ces expériences, ce céréalier constate que les nouveaux systèmes agraires qu'il a mis en place favorisent le développement de la biodiversité et tendent aussi à augmenter les gains économiques de son activité par la diminution des charges suscitées par l'achat d'intrants tels que les engrais ou le fuel par exemple. Enfin, de telles initiatives nous paraissent représenter en une seule exploitation un large panel de possibles relatifs à la participation de l'agriculture intensive au débat sur l'écologie et sur le devenir urbain. Ces initiatives nous semblent devoir être soutenues, et ce particulièrement au niveau local dans la mesure où elles participent au mieux-vivre métropolitain. Elles pourraient notamment trouver leur place dans les projets métropolitains de trames vertes et bleues par exemple.

Au vu de cette approche par la parole – certes tronquée mais néanmoins révélatrice–, il existe donc des marges de progrès pour l'intégration de l'agriculture dans l'aménagement des métropoles. La prise en compte de cette agriculture urbaine pourrait dès lors devenir l'occasion de repenser la ville, non point pour la défaire dans une campagne fantasmée, mais pour réintroduire en elle des éléments d'agriculture vivante qui la renforcent et enrichissent ainsi l'expérience citadine. Cependant, au vu de la diversité des situations relevées, il n'est pas possible d'apporter une réponse unique à cette intégration. La complexité des milieux agricoles métropolitains impose en effet une prise en charge souvent locale et toujours fonction du type d'activité. La question est maintenant de savoir quelle place accorder à ce genre d'activités au sein des métropoles. Faut-il laisser faire et voir advenir ? Faut-il aider à la pérennisation de certaines exploitations au même titre que l'agriculture de montagne ? Faut-il intégrer et soutenir certaines initiatives agricoles dans la mesure où elles participent au mieux-vivre métropolitain ? En d'autres termes, il s'agira à l'avenir de débattre de l'agriculture souhaitée dans et autour des villes et d'esquisser ainsi le dessein agricole des métropoles contemporaines.